

Comment expliquer l'évolution récente du compte courant de la France ?¹

Le solde des transactions courantes de la France est revenu à un niveau proche de l'équilibre en 2003-2004, après une décennie d'excédents. De façon schématique, cette résorption de l'excédent courant – d'environ 2½ points de PIB depuis la fin des années 90 – s'est opérée en deux temps.

- Le *solde des biens* s'est d'abord replié en 1998-2000, sous l'effet d'une triple évolution : l'*excédent des échanges industriels* s'est replié sur la période 1998-2000 du fait d'une demande intérieure particulièrement dynamique en France et d'une orientation géographique de nos exportations parfois défavorable ; la *facture énergétique* a doublé en 2000, en raison de l'augmentation du prix du pétrole ; l'*excédent agroalimentaire* a légèrement reculé – de façon modérée mais régulière – depuis le début des années 90, à la suite notamment des réformes de la PAC (1992, 1999) et des accords de l'OMC (1995) qui ont contribué à réduire les exportations agricoles subventionnées.
- Plus récemment (en 2002-2003), le *solde des revenus* et le *solde des services* se sont à leur tour dégradés : le *solde des revenus* a subi les effets conjugués de l'évolution des marchés des taux d'intérêt, des actions et des changes, et d'une conjoncture relativement moins déprimée en France que chez ces voisins ; il a également pâti d'un recul exceptionnel du solde des bénéfices réinvestis des investissements directs à l'étranger, lié à un petit nombre d'entreprises ; par ailleurs, l'*excédent touristique* a été affecté par l'appréciation de l'euro et les tensions géopolitiques qui ont pénalisé les transports internationaux de voyageurs ; enfin, on a pu noter un recul du *solde des services hors voyages* concernant un petit nombre d'entreprises (négoce international, par exemple).

Aux évolutions précédentes, s'est ajoutée une tendance à la baisse du solde des transferts courants en raison de modifications du mode de financement et de la structure du budget européen.

Au total, certaines de ces évolutions peuvent s'apparenter à un retour à la normale. En effet, les forts excédents courants de la fin des années 90 revêtent rétrospectivement un caractère exceptionnel lié à une combinaison de facteurs favorables (retard conjoncturel par rapport à nos partenaires, taux de change favorable à la compétitivité, prix du pétrole bas jusqu'en 1999). **Désormais, avec un niveau de solde courant proche de l'équilibre, la France se situe dans une position moyenne par rapport à ses principaux partenaires.**

Néanmoins, plusieurs éléments sont à considérer avec attention :

- Une nouvelle poussée des cours pétroliers ou une appréciation supplémentaire de l'euro pèserait sur notre balance courante ;
- Il existe sans doute des marges de progrès de notre positionnement commercial afin de mieux tirer parti des marchés d'exportation en forte croissance et d'améliorer aussi notre spécialisation sectorielle, d'autant que la conjoncture internationale est aujourd'hui plus dynamique que celle de la zone euro.

1. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique et ne reflète pas nécessairement la position du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Sommaire

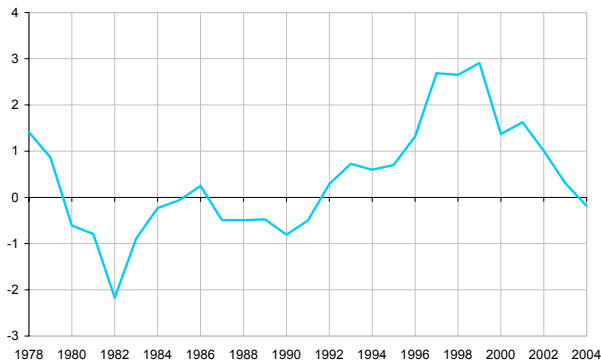
des derniers numéros parus

Nov. 2004	n°55	• Les délocalisations d'activités tertiaires dans le monde et en France, <i>Jérôme Letournel</i>
	n°54	• Les effets économiques du prix du pétrole sur les pays de l'OCDE, <i>Nicolas Carnot, Catherine Hagège</i>
	n°53	• Le marché pétrolier, <i>Nicolas Carnot, Catherine Hagège</i>
	n°52	• Quelques données internationales sur le temps de travail, <i>Jacques Delorme</i>
Oct. 2004	n°51	• Retour sur les gains de productivité aux États-Unis, <i>Vladimir Borgy, Nicolas Carnot, Émilie Quéma</i>
	n°50	• Comment contenir les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports ? <i>Jean-Jacques Becker, Cédric Audenis</i>
	n°49	• La résistance de l'économie britannique à l'appréciation de la livre enregistrée depuis 1996, <i>Éric Dubois, Karine Hervé, Sylvie Lefranc</i>
Sept. 2004	n°48	• La croissance potentielle de l'économie française de moyen-long terme, <i>Emmanuel Bretin</i>
	n°47	• Les canaux de transmission de la politique monétaire en France, <i>Fédéric Cherbonnier, Xavier Payet</i>
Juil. 2004	n°46	• Pourquoi l'inflation n'a-t-elle pas plus baissé en zone euro qu'aux États-Unis au cours des deux dernières années ? <i>Nila Ceci</i>
	n°45	• Convergence nominale et convergence réelle des nouveaux États membres (NEM), <i>Vanessa Jacquelin</i>
	n°44	• Les impôts locaux dus par les entreprises : éléments de comparaison internationale, <i>Daniel Turquet</i>
Juin 2004	n°43	• Retour sur la faiblesse de la consommation en zone euro depuis 2001, <i>Sylvie Lefranc, Alexandre Espinosa</i>
	n°42	• Équilibre épargne-investissement au niveau mondial, <i>Luc Eyraud</i>
	n°41	• Retour sur les prévisions de croissance de l'année 2003, <i>Selma Mahfouz</i>
	n°40	• Contribution des coûts du travail à la «jobless recovery» de 2001-2003 aux États-Unis, <i>Vladimir Borgy, Émilie Quéma</i>
Mai 2004	n°39	• Le SMIC en France : pouvoir d'achat et coût du travail sur longue période, <i>Stéphane Carcillo; Benjamin Delozier</i>



Le solde du compte courant de la France (dont la nomenclature figure en annexe) a retrouvé en 2003 un niveau proche de l'équilibre après une décennie d'excédents substantiels (cf. graphique 1). Dans le prolongement de cette évolution, le solde courant sur 12 mois est devenu légèrement déficitaire au mois d'août 2004.

Graphique 1 : solde des transactions courantes (en points de PIB)



Sources : Banque de France, Insee, Minefi ; calculs : DGTPPE.
Note : le point de l'année 2004 est construit à partir de l'annualisation du solde des transactions courantes connu sur les 9 premiers mois de l'année.

Plus précisément, le solde des transactions courantes, après avoir atteint un excédent de près de 3 points de PIB à la fin des années 90, est revenu pratiquement à zéro en 2003, ce en deux phases (cf. graphique 2) :

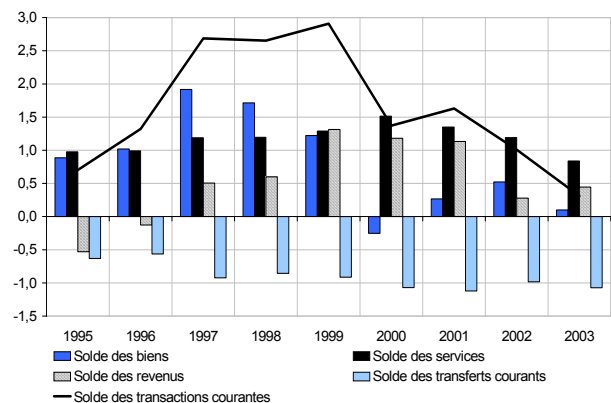
- il est passé de 2³/₄ points de PIB à la fin des années 90 à environ 1¹/₂ point de PIB en 2000-2001, en raison principalement d'une nette réduction de l'excédent des échanges de biens ;
- il s'est à nouveau replié en 2002-2003, pour atteindre l'année dernière 0,3 point de PIB, sous l'effet d'un recul simultané de l'excédent des échanges de services et du l'excédent des revenus.

En outre, un creusement modéré mais continu, depuis le milieu des années 90, du déficit des transferts courants s'est ajouté aux évolutions précédentes.

Au final, alors qu'en 1999 la France dégageait des excédents des soldes des biens, des services et des revenus similaires (de plus de 1 point de PIB chacun), seul l'excédent des services reste significatif en 2003, bien qu'en diminution.

Il convient de noter que les données concernant nos transactions avec l'extérieur (dont un récapitulatif des sources est donné en annexe) sont relativement fragiles (en particulier les données infra-annuelles) : elles font notamment l'objet de ruptures fréquentes de méthodologie (séparation du compte de capital et du compte des transactions courantes au début des années 90, par exemple) qui subsistent dans les comptes définitifs, ainsi que de révisions importantes. En conséquence, les éléments d'analyse qui suivent ne portent que jusqu'à l'année 2003 et doivent être appréhendés avec précaution.

Graphique 2 : décomposition du solde des transactions courantes (en points de PIB)

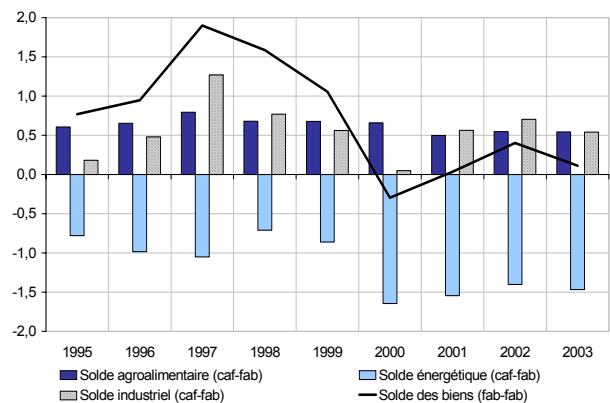


Sources : Banque de France, Insee ; calculs : DGTPPE.
Note : le solde des « autres biens et services » est ici réparti entre le solde des biens et le solde des services.

1. Première phase (1998-2000) : repli du solde des biens

Le solde de nos échanges de biens s'est sensiblement dégradé au tournant des années 2000, passant d'un excédent de près de 2 points de PIB en 1997 à un déficit de 0,3 point de PIB en 2000. Cette évolution traduit une détérioration de l'ensemble des composantes de notre commerce extérieur : échanges industriels, énergétiques et, dans une moindre mesure, agroalimentaires (cf. graphique 3).

Graphique 3 : décomposition du solde des biens (en points de PIB)



Sources : Douanes, Insee ; calculs : DGTPPE.
Note : la différence entre le solde des biens et la somme des soldes agroalimentaire, énergétique et industriel correspond au solde des échanges de matériel militaire et aux coûts divers d'assurance et de fret.

1.1 Le solde industriel s'est replié, en raison notamment d'une amélioration conjoncturelle plus marquée en France que chez nos principaux partenaires commerciaux

Le solde des échanges industriels s'est dégradé à partir de 1998, perdant en moyenne chaque année près de 1/2 point de PIB jusqu'en 2000.



1.1.1 Une décomposition de la variation du solde industriel

La variation du solde industriel peut s'expliquer à l'aide de plusieurs facteurs :

- *l'écart de dynamisme économique avec nos partenaires* : celui-ci reflète en particulier le différentiel de croissance avec le reste du monde : une croissance plus rapide que dans le reste du monde stimule les importations au-delà de la croissance de nos marchés à l'exportation et tend donc à dégrader le solde courant. L'écart de dynamisme recouvre en outre d'autres facteurs : l'orientation géographique de nos échanges (qui reflète l'écart de dynamisme entre le commerce mondial et nos propres marchés à l'exportation ; cf. définition formelle en annexe) et les écarts d'élasticité des importations à l'activité (une même activité peut stimuler les importations de façon différente selon les pays, en fonction par exemple de la nature des biens importés) ;
- les *termes de l'échange* : c'est le ratio des prix des exportations aux prix des importations françaises. L'effet des termes de l'échange sur le solde industriel ne recouvre ici que l'impact comptable du différentiel de prix sur les échanges en valeur ;
- la *compétitivité-prix* : elle est mesurée par le rapport des prix étrangers aux prix français (exprimés dans la même devise). Une hausse des prix étrangers relativement aux prix français (sous l'effet d'une dépréciation de l'euro par exemple) favorise les achats de produits français de la part des étrangers et pèse sur les importations françaises, les résidents préférant s'approvisionner auprès des producteurs domestiques. L'impact de la compétitivité-prix sur le solde industriel est alors positif. Les effets des termes de l'échange et de la compétitivité-prix jouent en sens inverse ; au-delà du très court terme, ce sont les effets de la compétitivité-prix qui l'emportent² ;
- les *autres facteurs explicatifs* non directement mesurés incluent notamment la compétitivité hors prix : différence de qualité qui ne se reflète pas dans les prix relatifs, capacité des entreprises à différencier leurs produits pour atténuer la concurrence, positionnement sectoriel de nos échanges.

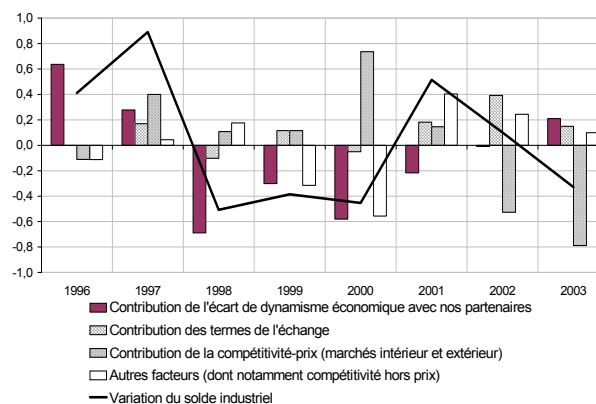
1.1.2 Le dynamisme de la France relativement à ses principaux partenaires commerciaux explique le repli du solde industriel en 1998-2000

Selon cette grille de lecture, le repli du solde industriel entre 1998 et 2000 s'explique avant tout par un certain écart de dynamisme économique avec nos partenaires

2. Il faut pour cela que les élasticités-prix du commerce extérieur soient suffisamment élevées (que la condition dite de «Marshall-Lerner» soit vérifiée), ce que les évaluations disponibles confirment dans le cas de la France.

favorable à la France (cf. graphique 4). Ce dernier provient essentiellement d'un phénomène de rattrapage conjoncturel.

Graphique 4 : contributions à la variation du solde industriel (en points de PIB)

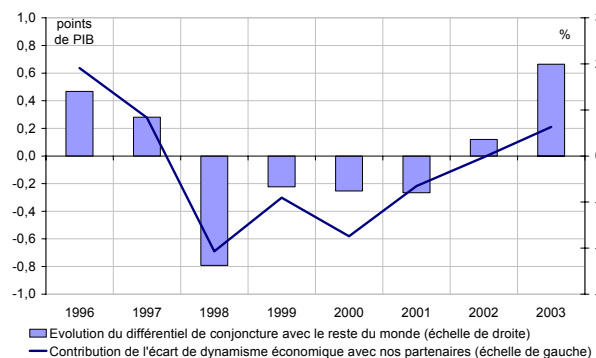


Source : Insee ; calculs : DGTPE (cf. annexe).

Note : le solde industriel est ici mesuré comme le solde des échanges de produits manufacturés des Comptes nationaux de l'Insee.

Le solde de nos échanges industriels a en effet été affecté par une conjoncture plus favorable en France que chez nos principaux partenaires commerciaux, en particulier en 1998 (cf. graphique 5 ; on observe le phénomène inverse sur les périodes 1996-1997 et 2002-2003).

Graphique 5 : contribution de l'écart de dynamisme économique avec nos partenaires et évolution du différentiel de conjoncture avec le reste du monde (en points de PIB et %)



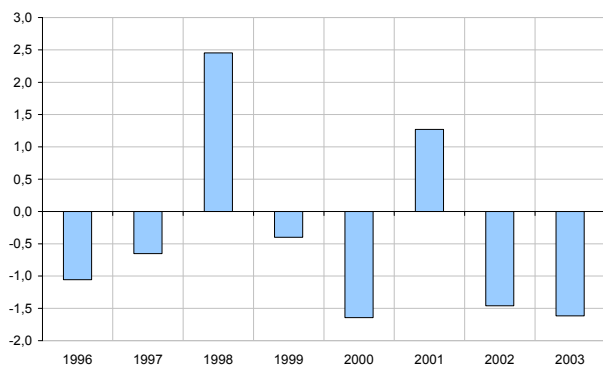
Source : Insee ; calculs : DGTPE.

Note : l'évolution du différentiel de conjoncture est mesurée comme le différentiel de croissance avec nos partenaires pondéré par la structure de nos exportations, recentré sur la période (la moyenne des différentiels de croissance entre 1996 et 2003 est nulle par construction).

Le différentiel d'élasticité des importations à l'activité entre le reste du monde et la France semble avoir peu joué. En revanche, l'orientation géographique de nos échanges a eu une incidence contrastée sur la période (cf. graphique 6). En 1998, elle a joué favorablement, la crise asiatique ayant pesé sur le commerce mondial sans trop affecter les marchés à l'exportation de la France – commercialement peu impliquée dans cette région du monde. En revanche, en 1999-2000, l'orien-

tation géographique a quelque peu affecté nos exportations.

Graphique 6 : influence de l'orientation géographique de nos échanges (en %)



Source : Insee ; calculs : DGTPE.

Note : l'influence de l'orientation géographique est mesurée comme la différence entre l'évolution de la demande mondiale de biens adressée à la France et celle du commerce mondial.

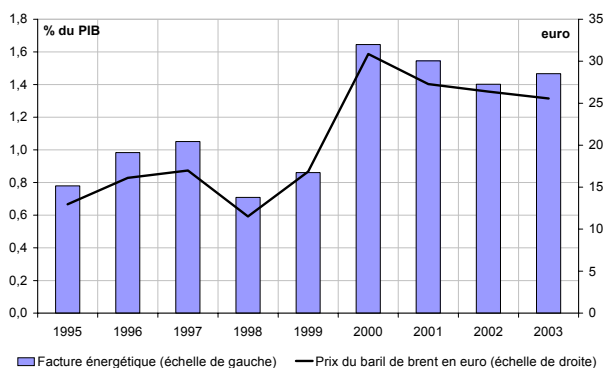
1.1.3 Les autres déterminants

L'effet défavorable de cet écart de dynamisme relatif avec nos partenaires a cependant été amorti par des gains de compétitivité-prix positifs (en lien avec la dépréciation du taux de change des monnaies européennes, puis de l'euro, par rapport au dollar) en 1998-1999 et surtout en 2000 (cf. graphique 4 plus haut).

Une partie des évolutions du solde des échanges de biens reste enfin inexplicée. En particulier, en 1999-2000, le solde de nos échanges de biens est apparu moins favorable que ce que suggéraient l'écart de dynamisme économique avec nos partenaires, la compétitivité-prix et les termes de l'échange³.

1.2 Notre facture énergétique a doublé, sous l'effet de l'augmentation du prix du pétrole

Graphique 7 : facture énergétique et prix du pétrole (en points de PIB et en euro)



Sources : Douanes, Insee ; calculs : DGTPE.

Le doublement de notre facture énergétique en 2000, (1,6 point de PIB après 0,9 point de PIB en 1999) est essentiellement imputable à l'augmentation du prix du

3. À l'inverse, depuis 2001, le solde industriel semble avoir bénéficié de facteurs dont l'origine reste à identifier. Plus précisément, ces facteurs inexplicés auraient freiné nos importations comme nos exportations, mais les premières plus que les secondes.

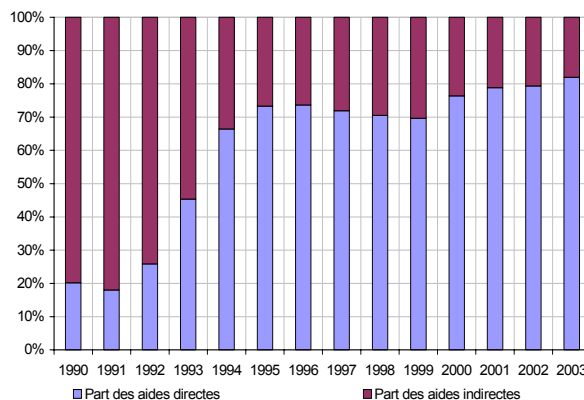
pétrole (de \$17,8 en 1999 à \$28,4 en 2000 en moyennes annuelles, soit une augmentation de près de 60%) (cf. graphique 7). L'effet du prix du pétrole a en outre été amplifié par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar (d'environ 13% en moyenne annuelle), renchérissant le baril de Brent libellé en euros.

1.3 Le solde agroalimentaire s'est légèrement dégradé, mais de façon continue

Le solde de nos échanges agroalimentaires a également participé à la dégradation du solde des biens, mais dans une moindre mesure : l'excédent agroalimentaire est passé de 0,7 point de PIB à la fin des années 90 à 0,5 point de PIB ces dernières années. Cette évolution pourrait tenir à l'effet sur les exportations des réformes successives des politiques agricoles européennes, entamées dès le début des années 90.

La réforme de la Politique agricole commune (PAC) en 1992 a notamment consisté en une modification du système de subventions agricoles en passant d'un système d'aides indirectes de soutien des prix (en particulier à l'exportation) en fonction de la production à un système d'aides directes en fonction de la capacité productive de l'exploitation ou de références historiques de production, réduisant ainsi l'incitation à la surproduction et à l'exportation. Cette réforme a été renforcée en 1999 avec l'adoption de l'«agenda 2000» (cf. graphique 8) ;

Graphique 8 : soutiens directs et indirects à l'agriculture française



Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, Direction des Affaires financières ; calculs : DGTPE.

De même, les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce de 1995 ont visé à diminuer les plafonds d'exportations subventionnées des agriculteurs européens.

2. Deuxième phase (2002-2003) : repli du solde des revenus et du solde des services

De 2001 à 2003, le solde industriel s'est globalement stabilisé. Le différentiel de croissance s'est progressivement inversé, mais dans le même temps notre compétitivité-prix s'est dégradée en lien avec l'appréciation



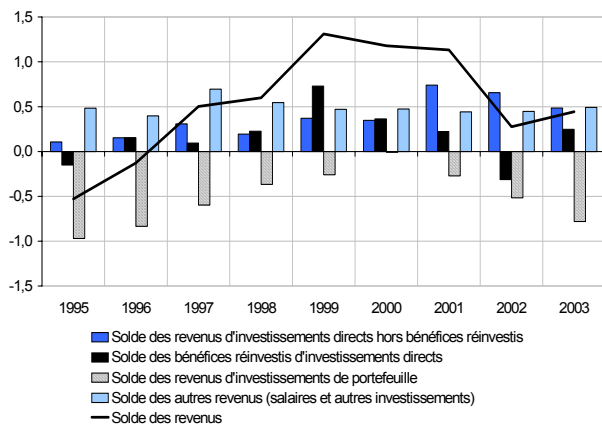
de l'euro, pesant notamment en 2003 sur l'évolution du solde industriel. Notre facture énergétique s'est également stabilisée jusqu'en 2003, la nouvelle augmentation du prix du baril ayant été compensée en 2003 par l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

En revanche, les soldes des revenus et des services se sont à leur tour repliés de plus d'1/2 point de PIB pour chacun entre 2001 et 2003.

2.1 Le solde des revenus a reculé sous l'effet de facteurs liés à l'évolution des marchés financiers et de change

Le solde des revenus s'est replié brusquement en 2002, d'un peu moins de 1 point de PIB, avant de se redresser légèrement en 2003 (cf. graphique 9).

Graphique 9 : décomposition du solde des revenus (en points de PIB)



Sources : Banque de France, Insee ; calculs : DGTPE.

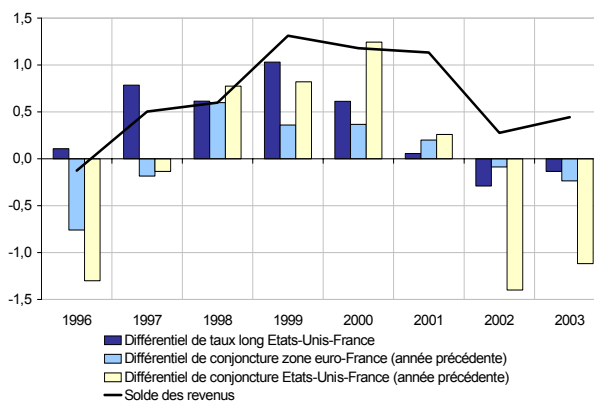
* IDE : Investissements Directs à l'Étranger

Différents facteurs peuvent expliquer cette évolution (cf. graphique 10) :

- la résorption du différentiel de taux d'intérêt États-Unis-France tout au long de la période 1999-2003 a pu détériorer mécaniquement le solde des revenus obligataires (liés aux investissements de portefeuille) ;
- les versements nets de dividendes (liés à la fois aux investissements de portefeuille et aux investissements directs) ont été affectés par deux canaux : d'une part, l'amélioration du différentiel de conjoncture de la France relativement à ses principaux partenaires (zone euro, États-Unis), à partir de la fin des années 90 ; d'autre part, l'éclatement de la bulle boursière en 2000-2002, qui a davantage affecté les entreprises américaines (notamment celles où les entreprises françaises avaient des participations) ;
- plus récemment, l'appréciation de l'euro a pu peser «comptablement» sur le solde des revenus, en diminuant la valeur en euro des revenus en devises.

Mais l'évolution des revenus nets de la France a également été affectée en 2002 par une dégradation exceptionnelle du solde des bénéfices réinvestis d'IDE (partie des bénéfices liés aux IDE qui n'est pas distribuée sous forme de dividendes). Ce repli est essentiellement le fait de fortes pertes de quelques filiales de grands groupes français⁴ et apparaît temporaire, comme le suggère le redressement de ce solde en 2003.

Graphique 10 : solde des revenus et différentiels de taux et de conjoncture (en points de PIB et en %)



Sources : Datastream, Insee ; calculs : DGTPE.

Note : le différentiel de conjoncture est mesuré à partir de l'écart des productions à leur tendance (évoluant comme la croissance moyenne sur la période). Ils sont en outre décalés d'un an, en raison du décalage usuel constitution du résultat / versement de dividendes.

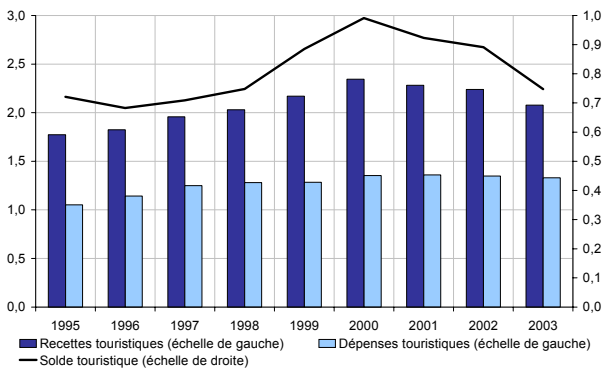
2.2 La fréquentation touristique sur le sol français a été affectée par des facteurs exceptionnels autres que l'appréciation de l'euro

Les réserves quant à la robustesse des données émises plus haut apparaissent avec une acuité particulière dans le domaine du tourisme. En effet, l'introduction de l'euro fiduciaire en 2002 a rendu caduc le système antérieur de recueil des données (fondé sur des déclarations sur le change de billets, les transactions réalisées par cartes bancaires, les paiements par chèques et les transactions des agences de voyages). Le nouveau système est opérationnel depuis peu.

La dégradation du solde touristique constatée à partir de 2001 (s'élevant à 1/4 de point de PIB entre 2000 et 2003) provient essentiellement d'une diminution des recettes (cf. graphique 11). Si l'appréciation de l'euro a pu quelque peu détourner les touristes de la zone euro, ce repli trouve aussi en partie son origine dans la série récente d'événements exceptionnels (attentats du 11 septembre 2001, puis guerre en Irak, etc.), ceux-ci ayant semble-t-il plus découragé les voyageurs étrangers que les voyageurs français.

4. *La balance des paiements de la France en 2003*, Bulletin de la Banque de France, 126, juin 2004.

Graphique 11 : décomposition du solde touristique (en points de PIB)

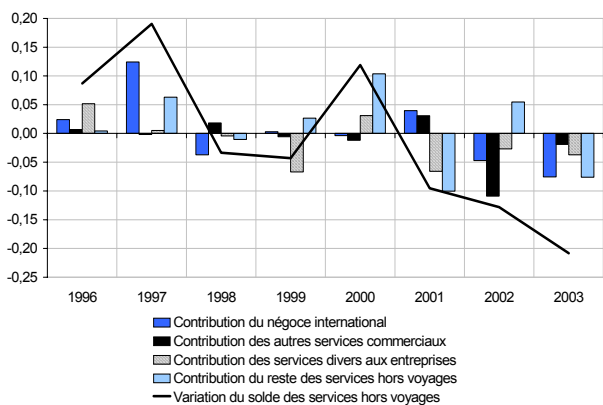


Sources : Banque de France, Insee ; calculs : DGTPE.

2.3 Le recul du solde des échanges de services hors voyages s'est concentré sur certaines activités

Nos échanges de services hors voyages se sont également dégradés, à partir de 2001. Entre 2000 et 2003, le solde associé a perdu près de 1/2 point de PIB.

Graphique 12 : décomposition de la variation du solde des services hors voyages (en points de PIB)



Sources : Banque de France, Insee ; calculs : DGTPE.

Certes, ici aussi, l'appréciation de l'euro a pu peser sur nos échanges de services hors voyages en affectant la compétitivité-prix des entreprises françaises. Mais le repli du solde des services hors voyages est essentiellement le fait d'activités de services aux entreprises très spécifiques (cf. graphique 12), concernant le plus souvent un nombre réduit d'entreprises. On peut citer en particulier le «négoce international» (dans les domaines du transport aérien, de l'automobile et des activités pétrolières), les «autres services commerciaux» (frais de manutention, frais de transit...) et les «services divers aux entreprises» (coopération technique, participation de filiales aux frais de gestion de leurs maisons-mères...).

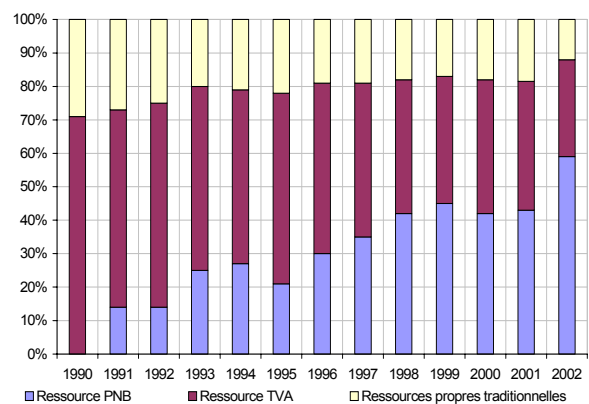
3. Une tendance baissière du solde des transferts courants

Le solde des transferts courants – qui résulte en grande partie des opérations avec l'Union européenne

(versements et aides reçues) – se replie de façon modérée mais continue depuis le milieu des années 90. L'accroissement régulier du budget européen détériore mécaniquement le solde de nos transferts avec l'Union européenne – puisque celui-ci est déficitaire. Au-delà, plusieurs autres raisons permettent d'expliquer cette évolution :

- L'augmentation continue de la part de la ressource PNB dans le financement du budget européen (d'environ 20% au milieu des années 90 à 60% en 2002, cf. graphique 13), ressource pour laquelle la France est fortement contributrice⁵ (sa contribution s'est en outre quelque peu accrue avec la modification du mode de financement de la correction britannique en 1999) ;

Graphique 13 : structure de financement du budget européen



Source : Commission européenne ; calculs : DGTPE.

- La modération des aides agricoles dont la France est fortement bénéficiaire au profit des dépenses en faveur des actions structurelles, dont la France bénéficie peu.

4. Doit-on s'inquiéter de telles évolutions ?

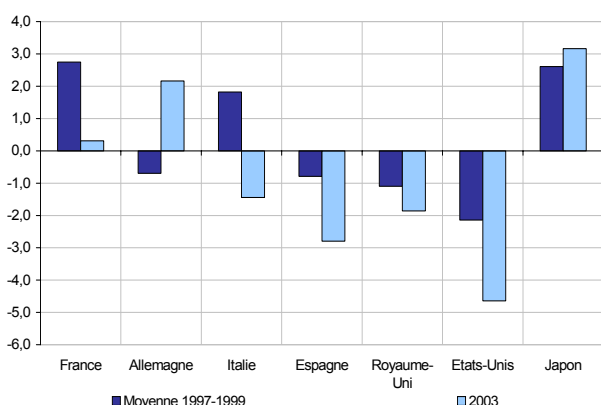
Certains facteurs de repli du solde des transactions courantes semblent s'apparenter à un retour à la normale. Ainsi, la dégradation de nos échanges industriels entre 1998 et 2000 s'explique en partie par un phénomène de rattrapage conjoncturel, l'absence d'amélioration ultérieure s'expliquant elle par l'appréciation de l'euro. À cet égard, ce sont plutôt les forts excédents courants de la fin des années 90 qui pourraient apparaître exceptionnels (cf. graphique 1).

En outre, le solde courant de la France semble médian au regard de ses principaux partenaires (cf. graphique 14). On note en particulier les déficits courants du Royaume-Uni, de l'Espagne, de l'Italie et surtout des États-Unis.

5. L'autre grande ressource du budget européen, la ressource «TVA», est proportionnellement plus payée par les États de l'Union les moins prospères (pour lesquels la place de la consommation dans la demande finale est souvent plus importante).



Graphique 14 : comparaison internationale des soldes courants (en points de PIB)



Sources : Banques centrales pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Japon, Office National Statistique pour le Royaume-Uni et Bureau of Economic Analysis pour les États-Unis ; calculs : DGTPE.

Il n'y a de toute façon pas de lien théorique ou empirique entre le signe et l'ampleur du solde courant d'une nation et sa performance économique. De plus, au sein d'une union monétaire, les questions de financement des balances courantes d'un pays perdent un peu de leur acuité.

Cependant, certains facteurs de repli du solde courant pointent vers des risques ainsi que des marges possibles de progrès :

- l'évolution du change – dont les effets vont au-delà des seuls échanges industriels – reste incertaine ;
- le prix du pétrole pourrait s'installer à des niveaux structurellement plus élevés qu'au cours des années 90, ce qui pourrait peser durablement sur

notre facture pétrolière ; toutefois, cet impact négatif sur notre facture pétrolière pourrait être en partie compensé, à terme, par un surcroît d'exportations à destination des pays de l'OPEP, lorsque ceux-ci recycleront les revenus supplémentaires engrangés du fait de la hausse du prix du pétrole ;

- le positionnement géographique de nos échanges apparaît assez peu favorable et peut être amélioré : nos partenaires européens traditionnels ont un potentiel de croissance plus faible que celui des zones en développement rapide, où notre positionnement commercial demeure encore faible (notamment en Asie) ;
- enfin, une attention particulière semble devoir être portée à notre compétitivité hors prix (positionnement sur les secteurs porteurs notamment)⁶.

Élie GIRARD

Directeur de la Publication : Jean-Luc TAVERNIER
 Rédacteur en chef : Philippe GUDIN DE VALLERIN
 Mise en page : Maryse DOS SANTOS
 (01.53.18.56.69)

6. Cf. *Comment expliquer les pertes de parts de marché de la France à l'exportation de produits manufacturés ?*, DPAE n° 32, mars 2004.

Annexe technique

- **Nomenclature du compte des transactions courantes**

Tableau 1 : compte des transactions courantes en 2003 (en Mds€)

	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	506,5	501,7	4,8
Biens et services	407,1	392,4	14,6
Biens	319,4	317,8	1,6
Services	87,7	74,6	13,0
dont voyages	32,3	20,7	11,6
Revenus	78,3	71,4	6,9
Rémunérations des salariés	9,7	1,5	8,2
Revenus des investissements	68,7	69,9	-1,2
dont investissements directs étrangers	16,5	5,1	11,4
dont investissements de portefeuille	32,3	44,4	-12,2
Transferts courants	21,1	37,8	-16,7
dont aux administrations	13,3	24,4	-11,1

Sources : Banque de France.

- **Récapitulatif des sources de données sur les transactions de la France avec l'extérieur :**

Les données concernant nos transactions avec le reste du monde sont issues de trois sources :

- Direction Générale des Douanes et Droits Indirects : données concernant les échanges de biens (agroalimentaire, industrie, énergie), en valeur (publication mensuelle) ;
- Banque de France (Service de la Balance des Paiements) : données concernant l'ensemble du compte des transactions courantes (cf. ci-dessus), ainsi que le compte de capital et le compte financier, en valeur (publication mensuelle) ;
- Insee (Département des Comptes nationaux) : données concernant le compte du Reste du Monde, en valeur (et en volume pour les échanges de biens et services) (publication trimestrielle).

En réalité, ces sources ne sont pas indépendantes. Le compte du Reste du Monde établi par les Comptes nationaux repose sur les données de la Balance des Paiements relatives aux comptes des transactions courantes et de capital, elles-mêmes alimentées pour la partie «Biens» par les données des Douanes.

- **Équations d'exportations et d'importations de produits manufacturés en volume (modèle Mésange) (graphique 4) :**

$$\begin{aligned}
 - \Delta x_{dim} = & 0 + 0,65 \cdot \Delta dw + (1 - 0,65) \cdot \Delta dw_{-1} + 0,28 \cdot \Delta \text{compet}_{dim} + 0,28 \cdot \Delta \text{compet}_{dim_{-1}} \\
 & (-0,4) \quad (8,7) \qquad \qquad (c) \qquad \qquad (2,0) \qquad \qquad \qquad (2,0) \\
 & - 0,26 \cdot [(x_{dim_{-1}} - dw_{-1}) - 0,75 \cdot \text{compet}_{dim_{-1}} + 0,003 \cdot \text{trend}_{-1} - 10,0] \\
 & (-3,0) \qquad \qquad \qquad (-8,5) \qquad \qquad \qquad (10,8) \qquad \qquad \qquad (22,4)
 \end{aligned}$$

où : x_{dim} désigne les exportations de produits manufacturés (en logarithme),

dw la demande mondiale adressée à la France (en logarithme),

compet_{dim} le rapport entre le prix d'exportation étranger moyen et le prix d'exportation français,

trend une tendance qui s'arrête en 1988t4.

Période d'estimation : 1980t1-1999t4 pour l'équation de long terme et 1981t1-1999t4 pour l'équation totale ; $R^2 = 57\%$; $SER = 1.77\%$; $DW = 2.06$.



$$\begin{aligned}
-\Delta m_{dim} &= 0,006 + 1,75.FBC.\Delta fbc_{dim} + 1,44.CI.\Delta ci_{dim} + 0,97.CF.\Delta cf_{dim} + 0,39.\Delta tuc_{-1} - 0,19.\Delta compit_{dim} \\
&\quad (3,13) \quad (7,27) \quad (4,09) \quad (2,94) \quad (2,04) \quad (-1,62) \\
&\quad -0,28.[(m_{dim_{-1}} - dint_{dim_{-1}}) + 0,58.compit_{dim_{-1}} - 1,07.tuc - 0,0074.trend + 1,62] \\
&\quad (-3,81) \quad (-9,15) \quad (10,6) \quad (53,8) \quad (-58,4)
\end{aligned}$$

où : m_{dim} désigne les importations de produits manufacturés (en logarithme),

$dint_{dim}$ la demande intérieure en produits manufacturés (en logarithme),

fbc_{dim} , ci_{dim} et cf_{dim} l'investissement, les consommations intermédiaires et la consommation finale en produits manufacturés (en logarithme),

FBC, CI et CF la part de l'investissement, des consommations intermédiaires et de la consommation finale dans la demande intérieure en produits manufacturés,

tuc le taux d'utilisation des capacités de production dans le secteur manufacturier,

$compit_{dim}$ le rapport entre le prix d'importation et le prix de production des produits manufacturés destinés au marché intérieur,

$trend$ une tendance prenant en compte l'ouverture de notre économie.

Période d'estimation : 1981t1-1999t4 pour l'équation de long terme et 1979t1-1999t4 pour l'équation totale ; $R^2 = 71\%$; $SER = 1.24\%$; $DW = 2.18$.

- Dans le graphique 4, la contribution de l'écart de dynamisme économique avec nos partenaires s'écrit :

$$\text{contrib}(\text{écart_dyn_partenaires}) = \text{contrib}(dw) - \text{contrib}(dint_{dim}) - \text{contrib}(tuc) - \text{contrib}(trend_import)$$

On note que la contribution de l'écart de dynamisme économique avec nos partenaires intègre notamment le différentiel d'élasticité des importations au PIB. En effet, $\text{contrib}(dw)$ prend en compte l'élasticité des importations mondiales au PIB de nos partenaires et $[\text{contrib}(dint_{dim}) + \text{contrib}(tuc) + \text{contrib}(trend_import)]$ prend en compte l'élasticité globale des importations françaises au PIB français (y compris via le taux d'utilisation des capacités et la tendance d'ouverture de notre économie).

• Notion d'orientation géographique :

La *demande mondiale* (de biens, en volume) adressée à la France est définie comme la somme pondérée des importations de nos partenaires commerciaux (les poids représentent la part de chaque pays dans nos exportations une année donnée) :

$$D_{France}(t) = \sum_i \frac{X_{France \rightarrow i}(1996)}{M_i(1996)} M_i(t)$$

où D_{France} est la demande mondiale adressée à la France, $X_{France \rightarrow i}$ les exportations de biens en volume de la France vers le pays i et M_i les importations de biens du pays i en volume.

Le *commerce mondial* se définit comme la somme des importations en volume de tous les pays du monde : M_{Monde}

On peut alors relier la demande mondiale au commerce mondial à l'aide d'un indicateur d'*orientation géographique* qui mesure l'insertion de la France dans le commerce mondial :

$$O_{France}(t) = \frac{D_{France}(t)}{M_{Monde}(t)}$$

